

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Laurent WEINSTEFFER

Revue du mois

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1904, tome 6, p.53-56

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

REVUE DU MOIS

Ça y est ! Les canons sont partis, non pas tous seuls, mais allumés par le Japon... et c'est la grrrande nouvelle du jour. Nous n'en pouvons dire davantage, en ce moment, pressés que nous sommes par la rédaction des « Echos » qui nous demande quelques mots de revue pour ce mois et que nous ne voulons pas contrister. Et puis, nous ne voudrions pas être cause d'un nouveau retard ! C'est si agaçant les retards ! Du reste, nous saurons sans doute, d'ici à quelques jours, au plus tard dans quelques semaines, si ce sont les Russes ou les Japonais qui seront vainqueurs. Pour qui pariez-vous, cher lecteur ? Ne vous pressez pas de répondre et attendons les événements : les Russes sont forts, mais les Japonais sont rusés. Ils l'ont bien prouvé, ma foi, en tirant les premiers, absolument comme s'ils étaient des Anglais. Souhaitons aussi qu'il n'y ait dans cette histoire, que des violons russes et japonais ; car, s'il y en avait d'autres dans les coulisses, on ne sait trop où cela pourrait nous mener. Le coquin de printemps est à notre porte et c'est inoui ce qu'il doit commettre de « gaffes » ! Il y a bien des gens qui ne demanderaient pas mieux que de voir, au moins de loin, comment se comportent les cuirassés, qui attendent le moment de filer et les torpilleurs qui

voudraient prendre le large. Que de gens aussi qui voudraient profiter de ces moments tragiques, pour s'arrondir et augmenter leurs revenus. On dévalise mieux ces pauvres diables qui sont par terre.

Dans notre dernière revue, nous avons fait comme les autres, et parlé de l'affaire Delsor. Nous ne nous étions pas trompé en pensant que M. Combes, l'ineffable M. Combes, trouverait le moyen de sauver le ministère. Il a eu cinquante voix de majorité : c'était moins, sans doute, qu'il n'en attendait, mais pourtant assez pour le maintenir à son poste ; il n'a même pas demandé un vote de confiance et s'est contenté, dans la circonstance, de l'ordre du jour, pur et simple. Quant aux Alsaciens-Lorrains, ils n'ont plus qu'à se taire ! Les pauvres ! Ils ne font que ça depuis trente-quatre ans et pour cause ! Mais leur silence devient plus triste : la manière dont on les a traités les oblige à réfléchir. L'homme néfaste qui préside aux déchirements de la France, leur fait comprendre qu'il est temps d'oublier le passé, qu'il est temps de finir de pleurer. Il ont perdu leur patrie, c'est bon, qu'on n'en parle plus.

Si au moins, dans ce cas, on voulait bien cesser de leur donner ce nom de protestataire, si mal appliqué à M. Delsor et qui ne rime plus avec rien. Protestataires ! officiellement il n'y en a plus en Alsace-Lorraine, il n'y en a plus depuis longtemps, et, officieusement, qui pourrait les compter ? Le parti alsacien-lorrain n'a plus d'autre tâche que celle d'apporter à son pays la somme de droits et de libertés que le gouvernement de l'empire reconnaît aux Wurteinbergeois ou aux Poméraniens. Et ce n'est pas une petite affaire, car jusque dans ces derniers temps les Alsaciens-Lorrains n'ont pas été gâtés par les nouveaux maîtres que le sabre leur a donnés, et les lois d'exception n'ont pas encore été complètement abolies. Il faut avoir souffert de ce régime pour savoir ce qu'il est antihumanitaire ; c'est à lui qu'il faut attribuer l'émigration des vieux habitants du pays, et son envahissement par les allemands d'outre-Rhin !

M. Combes (mon Dieu ! que c'est triste d'être obligé d'en parler si souvent) ne dort jamais sur ses lauriers : il a enterré Delsor pour reprendre la Congrégation, quoique, au fond, cela revienne au même, puisque les deux sont « Romains », et que M. Combes a juré de détruire tout ce qui sent le romain, de près ou de loin. Il paraît que ça sent mauvais, le romain !! Toute la troupe engagée s'occupe, et cela très activement, de faire une loi contre la liberté de l'enseignement : cette loi, dans l'esprit de ses principaux auteurs, doit être le couronnement de l'œuvre républicaine, de l'épuration républicaine. Vous comprenez, n'est-ce pas ? Epurer la République, faire la république, sauver la république, c'est faire passer au fil de l'épée tous ceux et toutes celles qui ne pensent pas comme le gouvernement. L'enseignement chrétien, qu'il soit congréganiste ou non, est un obstacle, que dis-je ? il est l'obstacle, l'unique obstacle à ce nouveau progrès, et il faut le sacrifier. Il faut le sacrifier, et il le sera. Il faut aussi séparer l'Eglise de l'Etat : ils seront séparés, ma parole ! C'est un bouleversement, une réforme, une révolution !

Tant pis ! On en a vu bien d'autres, et une de plus ou de moins, ça ne compte pas ! Le socialisme le plus rouge est d'accord et il prêtera volontiers la main à ce coup d'Etat. Et voilà ce qu'on appelle de la politique. Pour Dieu, qu'on n'appelle pas cela faire de la politique républicaine ! qu'on lui donne tous les noms qu'on voudra, mais pas celui-là. C'est le désir du peuple, dit-on, c'est sa volonté ! Et le peuple est souverain. Si vraiment c'est la volonté du peuple, du peuple honnête de France, il faut avouer qu'il a fait du chemin, depuis le jour où il promenait le Crucifix dans les rues de Paris (c'était en 1848) et où il plantait les arbres de liberté !

On comprend que l'Eglise de France, par la bouche de ses évêques les plus éminents et les plus vertueux, ait fait monter sa voix jusqu'aux oreilles de M. Loubet. C'était leur devoir et ils l'ont accompli avec mesure et dignité. La lettré des cardinaux de Paris et de Reims est un plaidoyer apostolique en faveur de la foi et de la tradition. Ils l'ont écrite au milieu des angoisses et des tristesses de l'heure présente; ils l'ont écrite, on peut le croire, avec les sentiments les plus nobles de leur cœur de pasteurs, et les larmes de leurs yeux, la réponse n'est pas encore arrivée quand nous écrivons ces lignes, mais elle viendra diplomatiquement, froidement, brutalement, sous la forme de privation de traitement, et s'il y a récidive, de bannissement ou d'exil. M. Loubet n'y peut rien, c'est vrai, : il ne s'appartient pas. Mais personne ne lui en voudrait s'il faisait un de ces gestes si familiers aux chefs d'état, un de ces gestes qui ne cachent pas leurs défauts ou leurs vices, mais qui les grandissent aux yeux des peuples. Un mot suffirait peut-être, pour remettre à la raison ceux qui font signer au premier magistrat toutes les iniquités; mais le mot comme le geste est affaire de courage, et M. Loubet est un spécialiste de « l'opportunité » ... « Ecrit, c'est écrit ! » Mais Pilate aussi a écrit ce qu'on lui a fait écrire, et sa signature sur le gibet du Calvaire n'a pas empêché la Croix de faire le tour du monde... bien longtemps même avant le drapeau tricolore ! Et comme l'histoire se répète souvent, nous pouvons espérer qu'en faisant condamner l'épiscopat français qui mit sa confiance en lui, M. Loubet signera sa propre condamnation.

L'Allemagne est en guerre avec les « Herreros » dans l'Ouest Africain, elle ne s'en émeut pas trop et semble prévoir que l'affaire ne tardera pas à être réglée : une mutinerie d'Apaches, c'est peu de choses pour -es soldats de l'Empereur ! Mais l'Empereur lui-même ne va toujours pas : sa gorge lui joue de vilains tours, et c'est avec peine que les jours arrivent à dissimuler leurs inquiétudes. Le « Kaiser » fait bien tout ce qu'il peut pour rassurer son entourage, mais c'est inutile ! Il a célébré pourtant avec la pompe accoutumée l'anniversaire de sa naissance, et jamais, à ce qu'il paraît, il n'a été l'objet d'autant d'ovations de la part de son peuple : plaisir de le revoir après sa maladie, et peut-être aussi crainte de le voir encore menacé, mais par dessus tout l'amour du peuple soldat pour le roi soldat, tels devaient être les sentiments de la

foule en ce 45^{me} anniversaire de la naissance de son auguste souverain. Malgré cela, le socialisme allemand fait toujours de nouveaux progrès !

L'Espagne... ah oui, parlons en ! Que de bruit, que de potin pour un évêque que l'on veut empêcher de prendre possession de son siège parce qu'il ne plaît pas à tout le monde. L'affaire Nozaleda (c'est le nom de l'archevêque nommé de Valence) a soulevé une poussière, et des cris, et des protestations ! Le gouvernement a tenu bon, il a soutenu le pontife, mais ça continue quand même ! Il y a du bruit, mais dans un pays de soleil, ça se comprend mieux que dans les contrées où une température plus tempérée rend les esprits plus calmes et plus mesurés. Exemple : la Suisse ! Autre exemple :... le canton du Valais, quand il n'y a pas d'élections et tant que certains journalistes ne mettent pas les pieds dans le plat.

En Amérique, la série noire continue : à peine remise de l'épouvantable catastrophe de Chicago, où 500 personnes ont trouvé la mort dans un théâtre, l'opinion vient d'être sollicitée par l'incendie de Baltimore, moins homicide, il est vrai, mais dont les pertes matérielles montent à un milliard de francs. Avec le désastre d'Alsunde, en Norvège, ces deux catastrophes inaugurent mal l'année. De toute part, hélas ! de tous côtés, on signale quelque grande épreuve, et, à des époques plus superstitieuses que la nôtre, on y aurait sans doute déjà vu l'intervention de puissances occultes ! Est-ce trop de dire qu'il y a là un avertissement salutaire qu'il ne faudrait pourtant pas ignorer, ou du moins faire semblant d'ignorer ? Tous frères, n'est-ce pas ?, compatissons donc aux souffrances des autres, et commençons par celles qui nous touchent de plus près ! C'est la meilleure de toutes les politiques, c'est la plus simple et elle est à la portée de tout le monde.

Peste ! nous allions oublier de parler du scandale le plus récent, et nous en faisons nos excuses à ceux qui aiment cet entremets. Il y a donc divorce entre deux des plus forcenés mangeurs de curés de la capitale française : le divorce Bérenger-Charbonnel. Tous les journaux en parlent : c'est assez pour nous dispenser d'y consacrer un article. Mais c'est pire que l'affaire Nozaleda ! Toute la cuisine anticléricale française et étrangère est sur les dents. Pauvre Charbonnel !.. Mais tu l'as bien voulu, va ! Il n'y a pas à dire, nous croyions le ciment anticléricale plus fort que cela !

L. W.